

La Lituanie dans l'après-guerre russo-ukrainienne

Recomposition régionale et opportunités pour les entreprises françaises

Note stratégique – CCFL

Août 2026

Executive Summary.....	2
1. Avant 2022 : l'ancien modèle régional.....	3
2. Depuis 2022 : rupture et repositionnement.....	5
3. Scénarios d'après-guerre.....	7
4. Biélorussie, Klaipėda et potasse : le facteur oublié.....	8
5. Kaliningrad, Suwałki et dynamique OTAN.....	9
6. Nouveaux partenaires : Pologne, pays baltes, Nordiques, Allemagne, France.....	10
7. Ukraine : reconstruction et rôle possible de la Lituanie.....	12
8. Pourquoi la Lituanie, et pas seulement la Pologne ?.....	13
9. Secteurs prioritaires et modalités d'entrée pour les entreprises françaises.....	15
10. Risques et recommandations pour la CCFL.....	18
Conclusion.....	20

Executive Summary

L'après-guerre russo-ukrainien ne devrait pas être compris comme un simple retour au modèle économique régional d'avant 2022. Pour la Lituanie, la guerre a accéléré une recomposition déjà engagée : rupture durable avec la Russie, incertitude biélorusse, repositionnement du port de Klaipėda, montée des enjeux de sécurité sur le flanc Est de l'OTAN, renforcement de la Pologne comme hub régional et rapprochement accru avec les pays baltes, nordiques et européens. Dans ce contexte, la Lituanie peut progressivement se positionner comme un hub régional de sécurité, de résilience, d'énergie, de cybersécurité, de logistique spécialisée et de services aux entreprises.

La reconstruction de l'Ukraine constitue l'un des grands moteurs économiques de l'après-guerre. Les besoins seront considérables dans les infrastructures, l'énergie, le logement, la santé, les services municipaux, le transport, le déminage, la digitalisation et la défense. Toutefois, la Lituanie ne doit pas être analysée uniquement comme un relais de cette reconstruction. La Pologne restera probablement le principal hub physique vers l'Ukraine, en raison de sa taille, de sa frontière directe et de son poids logistique. La Lituanie peut plutôt jouer un rôle complémentaire et spécialisé, notamment sur les pays baltes à travers la cybersécurité, l'énergie, la coopération institutionnelle, les services critiques et certains projets de résilience régionale.

La Biélorussie constitue un facteur central de cette recomposition. Avant 2022, certains flux biélorusses, notamment liés à la potasse, transitaient par la Lituanie et le port de Klaipėda. Les sanctions et la rupture politique ont profondément modifié cette situation. Une part importante de ces flux a été redirigée vers d'autres routes, notamment russes et asiatiques, ce qui limite la probabilité d'un retour automatique à la situation d'avant-guerre, même en cas d'assouplissement partiel des sanctions. La Biélorussie doit donc être abordée à la fois comme une opportunité potentielle de long terme et comme un risque stratégique immédiat.

La géographie lituanienne renforce cette lecture. La proximité de Kaliningrad, l'importance du corridor de Suwałki et la montée en puissance de la présence militaire européenne montrent que les enjeux de sécurité structurent directement les besoins futurs en infrastructures, transport, énergie, cybersécurité, surveillance et services critiques. Pour les entreprises françaises, cela ouvre des perspectives dans la défense, le dual-use, la cybersécurité, l'énergie, les réseaux, le transport, la logistique, la construction, l'eau, la santé, la compliance et le financement.

Dans ce contexte, la Chambre de Commerce France-Lituanie peut jouer un rôle utile de connecteur. Son action pourrait consister à identifier les entreprises françaises pertinentes, cartographier les partenaires lituaniens, suivre les financements européens et accompagner les entreprises dans leur compréhension des risques régionaux. L'enjeu n'est pas d'attendre la fin officielle de la guerre pour agir, mais de se positionner dès maintenant sur une recomposition déjà en cours.

1. Avant 2022 : l'ancien modèle régional

Avant l'invasion russe de l'Ukraine en 2022, la Lituanie occupait déjà une place solidement ancrée au sein de l'Union européenne et de l'espace euro-atlantique. Membre de l'Union européenne et de l'OTAN depuis 2004, puis de la zone euro depuis 2015, le pays avait clairement orienté son développement économique, politique et institutionnel vers l'Ouest. Son commerce extérieur, ses investissements, ses normes réglementaires et son environnement des affaires étaient déjà largement intégrés au cadre européen.

Toutefois, certains segments de l'économie lituanienne restaient encore liés à l'Est. Cette situation s'expliquait avant tout par la géographie du pays et par l'héritage de son insertion dans l'espace post-soviétique. Les infrastructures ferroviaires, certains flux de transit, le rôle du port de Klaipėda et une partie des échanges avec la Russie et la Biélorussie maintenaient encore des connexions économiques concrètes avec cet environnement régional. La Lituanie conservait ainsi une fonction d'interface entre l'Union européenne et l'espace oriental, en particulier dans les domaines du transport, de la logistique et du commerce de transit.

Le port de Klaipėda illustre particulièrement bien cette position. Principal port maritime du pays et infrastructure stratégique à l'échelle nationale, il constituait un point de sortie important pour plusieurs flux régionaux. Avant les sanctions liées à la guerre, une partie significative des exportations biélorusses transitait par la Lituanie avant d'être expédiée via Klaipėda. Cette fonction logistique donnait au port un rôle dépassant le seul marché lituanien et l'inscrivait dans une dynamique régionale plus large, où la Biélorussie occupait une place notable.

La potasse biélorusse constitue l'exemple le plus révélateur de cette ancienne interdépendance. Son transit via la Lituanie ne signifiait pas que l'économie lituanienne dépendait structurellement de la Biélorussie, mais il montrait que certains secteurs notamment portuaires, ferroviaires et logistiques bénéficiaient directement de flux en provenance de l'Est. De manière plus générale, la Russie et la Biélorussie représentaient moins un centre de gravité de l'économie lituanienne qu'un héritage logistique encore visible, particulièrement dans les infrastructures de transport et de transit.

Ainsi, la Lituanie n'était pas dépendante de l'Est, mais certains segments logistiques et portuaires restaient structurés par son rôle d'interface entre l'Union européenne et l'espace post-soviétique. Cette nuance est essentielle pour comprendre la rupture provoquée par 2022 : la guerre n'a pas inversé l'orientation fondamentale du pays, déjà occidentale, mais elle a mis fin à un modèle régional dans lequel certaines fonctions économiques continuaient de relier la Lituanie à son voisinage oriental.



2. Depuis 2022 : rupture et repositionnement

L'invasion russe de l'Ukraine en février 2022 a profondément accéléré la transformation du positionnement régional de la Lituanie. Elle n'a pas créé de toutes pièces son orientation occidentale, déjà ancienne, mais elle a réduit l'espace de compromis qui existait encore dans certains domaines économiques et logistiques avec la Russie et la Biélorussie. La guerre a ainsi transformé une évolution progressive en rupture stratégique.

La première conséquence a été la réduction brutale des flux Est-Ouest. Les sanctions européennes et américaines contre la Russie et la Biélorussie ont limité les échanges, fragilisé les routes commerciales traditionnelles et remis en cause certains flux de transit. Le cas du transit biélorusse via la Lituanie, notamment autour de la potasse, illustre cette rupture. Ce qui relevait auparavant d'une logique économique et logistique est devenu un sujet politique, juridique et stratégique. Le port de Klaipėda, qui bénéficiait de certains flux venus de l'Est, a ainsi été directement concerné par cette recomposition.

Au-delà des flux commerciaux, la guerre a aussi renforcé la perception d'une menace durable aux frontières orientales de l'Union européenne et de l'OTAN. Pour la Lituanie, cette menace ne se limite pas à la Russie au sens large : elle s'incarne aussi dans la proximité de Kaliningrad, dans l'alignement de la Biélorussie sur Moscou et dans la vulnérabilité du corridor de Suwałki. Cette géographie place la Lituanie dans une logique de sécurité permanente, où les questions militaires, énergétiques, logistiques et numériques deviennent de plus en plus liées.

Dans ce contexte, les risques hybrides ont pris une importance accrue. Cyberattaques, désinformation, pression migratoire instrumentalisée, sabotage potentiel d'infrastructures critiques et contournement des sanctions font désormais partie de l'environnement stratégique des entreprises comme des institutions publiques. La sécurité économique ne peut donc plus être séparée des questions de défense, de cybersécurité, de conformité et de résilience des infrastructures.

Cette rupture a entraîné un recentrage plus net vers l'Union européenne, l'OTAN, la Pologne, les pays nordiques et l'Ukraine. La montée des dépenses de défense, l'arrivée progressive de la brigade allemande en Lituanie et les débats sur le rôle futur des forces américaines en Europe renforcent l'idée que les Européens devront assumer une part croissante de la sécurité du flanc Est. Cette évolution crée des besoins nouveaux en infrastructures, mobilité militaire, énergie, stockage, cybersécurité, surveillance, transport et services critiques.

La Lituanie passe ainsi d'un rôle partiel de corridor Est-Ouest à un rôle de hub Nord-Sud, baltique et euro-atlantique. Ce repositionnement n'est pas un scénario futur lointain : il est déjà en cours. Les flux économiques se réorientent, les priorités de sécurité s'intensifient et les partenariats régionaux se renforcent. Pour les entreprises françaises, l'enjeu n'est donc pas seulement d'anticiper l'après-guerre, mais de comprendre une recomposition déjà engagée.

Frise chronologique : 2021-2026



3. Scénarios d'après-guerre

L'évolution de l'environnement régional dépendra en grande partie de la forme que prendra la fin ou la stabilisation de la guerre en Ukraine. Dans cette perspective, il est utile de raisonner par scénarios plutôt que d'anticiper un seul futur possible. Cette approche permet d'identifier les constantes stratégiques pour la Lituanie, malgré l'incertitude entourant les relations avec la Russie, la Biélorussie et l'Ukraine.

Scénario	Ukraine	Russie	Biélorussie	Effets pour la Lituanie
Guerre gelée	Reconstruction limitée	Menace durable	Alignée sur Moscou	Défense, cybersécurité, contrôle des frontières
Paix fragile	Reconstruction accélérée	Hostilité contenue	Sanctions maintenues	Infrastructures, énergie, coopération avec l'Ukraine
Détente limitée	Reconstruction plus forte	Tensions réduites	Réouverture partielle	Logistique, Klaipėda, compliance, commerce prudent

Cette matrice montre que, même dans le scénario le plus favorable, la Lituanie ne reviendrait pas simplement au modèle régional d'avant 2022. Les besoins en sécurité, en énergie, en transport, en cybersécurité et en infrastructures resteraient structurants dans l'ensemble des hypothèses envisagées. La différence entre les scénarios porte donc moins sur la nature des enjeux que sur leur intensité et sur le rythme des opportunités économiques.

4. Biélorussie, Klaipėda et potasse : le facteur oublié

La Biélorussie constitue un facteur central pour comprendre le repositionnement régional de la Lituanie. Avant 2022, certains flux biélorusses transitaient par la Lituanie, notamment via le port de Klaipėda. La potasse biélorusse en est l'exemple le plus révélateur : elle illustre une forme d'interdépendance logistique entre la Biélorussie, les infrastructures ferroviaires lituaniennes et l'accès maritime à la mer Baltique. Cette relation ne signifiait pas que l'économie lituanienne dépendait structurellement de la Biélorussie, mais elle montrait que certains secteurs : portuaire, ferroviaire et logistique, bénéficiaient encore directement de flux venus de l'Est.

Depuis 2022, les sanctions contre la Russie et la Biélorussie ont profondément modifié cette situation. Le transit biélorusse via la Lituanie a fortement diminué, tandis que Klaipėda a dû s'adapter à la perte de certains flux régionaux. Surtout, la Biélorussie a, pour l'essentiel, réorienté ses exportations vers des routes alternatives, notamment russes et asiatiques. Cela réduit la probabilité d'un retour automatique des flux à Klaipėda, même en cas d'assouplissement partiel des sanctions. Le dossier biélorusse doit donc être analysé avec prudence : il peut représenter une opportunité logistique à long terme, mais il reste aujourd'hui un risque politique, juridique et stratégique.

Trois scénarios peuvent être envisagés pour la relation entre la Lituanie et la Biélorussie dans l'après-guerre :

Hypothèse biélorusse	Probabilité	Conséquence pour la Lituanie
Statu quo pro-russe	Élevée	Peu de reprise commerciale, priorité donnée à la sécurité
Réouverture partielle	Moyenne	Opportunité logistique limitée, mais risque politique élevé
Transition politique	Faible, y compris à moyen terme	Potentiel important, mais scénario très incertain

La Lituanie ne doit donc pas construire sa stratégie sur l'hypothèse d'un retour automatique de la potasse biélorusse à Klaipėda. Le repositionnement du pays doit plutôt s'appuyer sur la diversification des flux, le développement de nouveaux corridors régionaux, la sécurité des infrastructures et l'intégration renforcée avec l'Union européenne, la Pologne et les pays nordiques. La Biélorussie reste un facteur à surveiller, mais elle ne peut plus être considérée comme un pilier stable du modèle logistique lituanien.

5. Kaliningrad, Suwałki et dynamique OTAN

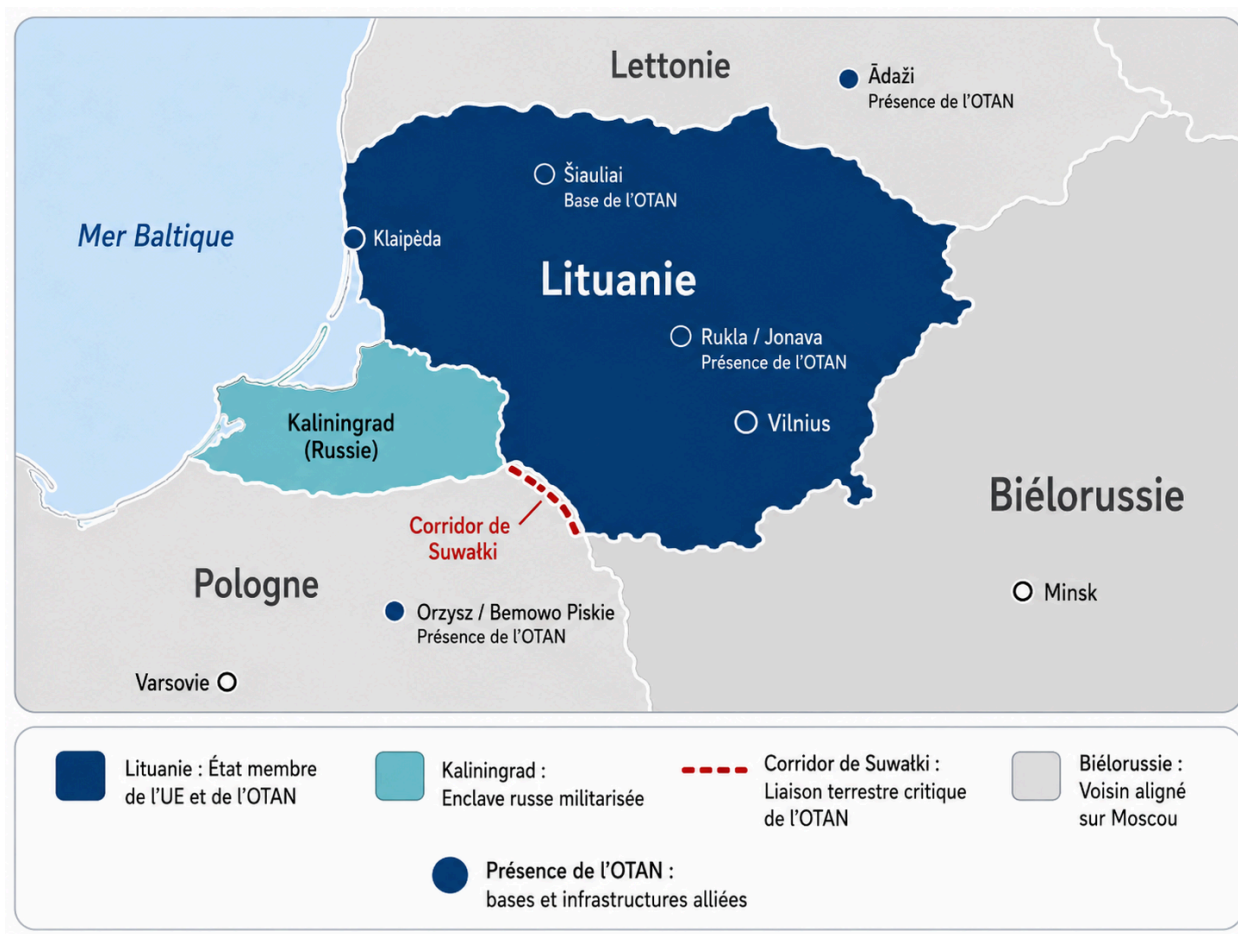
La géographie lituanienne constitue un élément central pour comprendre les enjeux économiques et stratégiques de l'après-guerre. La Lituanie ne se trouve pas seulement à proximité d'une Russie abstraite ou lointaine : elle fait face à des contraintes concrètes, immédiates et durables liées à sa position sur le flanc oriental de l'Union européenne et de l'OTAN. Cette réalité géographique structure directement les besoins futurs du pays, bien au-delà des seules questions militaires.

Le premier facteur est la proximité de Kaliningrad, enclave russe fortement militarisée située entre la Lituanie et la Pologne, sur la mer Baltique. Ce territoire concentre des enjeux de défense aérienne, de surveillance, de présence navale et de pression stratégique sur l'ensemble de la région. À cette contrainte s'ajoute le rôle du corridor de Suwałki, bande territoriale située entre Kaliningrad et la Biélorussie, qui constitue le principal lien terrestre entre les pays baltes et le reste de l'OTAN. En cas de crise régionale, ce corridor représente un point de vulnérabilité majeur, mais aussi une priorité absolue pour les infrastructures de mobilité, de transport et de sécurité.

La Biélorussie renforce encore cette équation géostratégique. Voisin immédiat de la Lituanie, étroitement aligné sur Moscou, le régime biélorusse ne constitue pas seulement un facteur politique ou diplomatique, mais aussi un paramètre de sécurité permanent. La proximité simultanée de Kaliningrad et de la Biélorussie place donc la Lituanie dans une configuration singulière, où les enjeux de défense se traduisent directement en besoins économiques concrets : mobilité militaire, amélioration des routes et du rail, stockage stratégique, sécurisation énergétique, surveillance, cybersécurité et protection des infrastructures critiques.

Cette contrainte géographique prend une importance accrue dans un contexte de rééquilibrage de la sécurité européenne : le débat sur la réduction partielle de la présence américaine en Europe coexiste avec la montée en puissance d'acteurs européens, notamment l'Allemagne, dont la brigade permanente en Lituanie doit atteindre sa pleine capacité en 2027. Dans ce cadre, la Lituanie apparaît comme un espace de concentration croissante des efforts de défense, de résilience et de préparation logistique sur le flanc Est.

La sécurité n'est donc pas un sujet séparé de l'économie : elle structure les futurs besoins en infrastructures, énergie, transport, cyber et services critiques. Pour les entreprises françaises, cette évolution ouvre des perspectives dans plusieurs domaines, notamment la défense, l'optronique, la cybersécurité, l'ingénierie, les infrastructures et la mobilité.



6. Nouveaux partenaires : Pologne, pays baltes, Nordiques, Allemagne, France

La rupture avec la Russie et l'incertitude biélorusse ne constituent qu'une face de la recomposition régionale. L'autre face est un resserrement progressif des liens de la Lituanie avec un ensemble de partenaires dont le poids économique, militaire et logistique s'accroît dans l'après-guerre : la Pologne, les pays baltes, les Nordiques et l'Allemagne.

Ce mouvement n'est pas symétrique. La Pologne s'impose comme le hub continental incontournable vers l'Ukraine, frontière directe, marché de 38 millions d'habitants, poids logistique considérable. Pour la Lituanie, elle est à la fois un partenaire structurant et un concurrent naturel sur les flux de reconstruction ukrainienne. Rail Baltica et Via Baltica renforcent cette relation en créant des corridors Nord-Sud qui connectent physiquement les deux pays, mais qui placent aussi la Pologne en position de capturer une part importante des flux régionaux. Cette réalité est traitée en détail dans la section suivante.

Les pays baltes approfondissent quant à eux leur coordination sur des enjeux partagés : défense, cybersécurité, énergie, interconnexions et réponse aux menaces hybrides. La synchronisation du réseau électrique balte avec le réseau continental européen, achevée en 2025, en est l'illustration la plus concrète, elle marque une rupture physique avec l'héritage soviétique et renforce l'autonomie énergétique de la région.

Les pays nordiques, en particulier la Finlande et la Suède, désormais membres de l'OTAN, jouent un rôle croissant dans l'architecture sécuritaire et énergétique baltique. Pour les entreprises françaises, ce rapprochement nordique-baltique signifie que la Lituanie peut fonctionner comme un point d'entrée vers un ensemble régional plus large, et non comme un marché isolé de 3 millions d'habitants.

L'Allemagne, enfin, introduit une variable économique nouvelle et souvent sous-estimée. Sa brigade permanente en Lituanie, dont la montée en puissance se poursuit jusqu'en 2027, génère des besoins directs en infrastructures, logement, transport et services qui dépassent le seul domaine militaire. La présence militaire allemande crée une demande économique locale concrète, dès maintenant.

Pour les entreprises françaises, l'entrée en Lituanie ne doit donc pas être pensée à l'échelle du seul marché national. Elle s'inscrit dans un espace Pologne-Baltique-Nordiques en recomposition rapide, où la Lituanie peut servir de point d'appui spécialisé vers l'ensemble de la région.



7. Ukraine : reconstruction et rôle possible de la Lituanie

La reconstruction de l'Ukraine constituera l'un des principaux enjeux économiques de l'après-guerre. Les besoins concernent notamment l'énergie, le logement, les transports, la santé, les écoles, les réseaux d'eau, les infrastructures municipales, le déminage, la digitalisation et la défense. Il ne s'agira pas seulement de réparer les destructions, mais aussi de moderniser le pays et de rapprocher ses infrastructures et ses normes de celles de l'Union européenne.

Le financement reposera sur des ressources publiques et privées. L'Union européenne devrait conserver un rôle central à travers l'Ukraine Facility (50 milliards d'euros sur 2024-2027) et la Banque européenne d'investissement, aux côtés de la BERD, de la Banque mondiale, des États partenaires et de différents mécanismes de garantie. Pour les entreprises étrangères, l'accès aux opportunités dépendra donc du suivi des appels d'offres, des financements disponibles et des partenaires locaux.

La Pologne devrait s'imposer comme le principal hub physique vers l'Ukraine grâce à sa frontière directe, à la taille de son marché et à ses infrastructures logistiques. La Lituanie peut néanmoins occuper une position complémentaire dans des domaines où elle dispose d'une expertise reconnue : cybersécurité, énergie, protection des infrastructures critiques, digitalisation, formation et coopération municipale.

Cette volonté de participation commence déjà à se traduire concrètement. En mars 2026, une délégation du port de Klaipėda, conduite par son directeur général Algis Latakas, a rencontré les autorités ukrainiennes afin d'échanger sur la sécurité, le fonctionnement et la reconstruction des infrastructures portuaires. Cette démarche montre que la Lituanie cherche à se positionner comme partenaire technique et logistique de la reconstruction maritime ukrainienne.

La coopération entre municipalités pourrait également ouvrir des opportunités dans les secteurs de l'eau, des déchets, du chauffage urbain, des transports publics, des écoles et de la santé. Des entreprises françaises pourraient ainsi s'appuyer sur des partenaires lituaniens pour accéder à certains projets liés à la résilience et aux services essentiels.

La Lituanie n'est donc pas l'alternative à la Pologne pour l'Ukraine ; elle peut être un complément baltique spécialisé. Sa valeur repose moins sur sa taille que sur son expertise, son engagement politique et sa capacité à connecter les acteurs baltes, nordiques, européens et ukrainiens.

8. Pourquoi la Lituanie, et pas seulement la Pologne ?

Dans l'après-guerre, la Pologne devrait naturellement s'imposer comme le principal hub régional vers l'Ukraine. Sa frontière directe, la taille de son marché, ses infrastructures logistiques et son poids politique lui donnent un avantage difficilement contestable. Pour une entreprise française, la question n'est donc pas de choisir systématiquement la Lituanie à la place de la Pologne, mais de déterminer dans quels domaines la Lituanie peut offrir un positionnement complémentaire, plus spécialisé et parfois plus accessible.

Critère	Pologne	Lituanie
Taille du marché	Très importante	Limitée
Proximité avec l'Ukraine	Très forte, avec une frontière directe	Moyenne, sans frontière directe
Rôle logistique vers l'Ukraine	Hub régional principal	Rôle secondaire et spécialisé
Accès aux pays baltes	Relativement bon, mais périphérique	Très fort, au cœur de l'espace baltique
Accès aux pays nordiques	Moyen	Plus fort, notamment par la mer Baltique
Cyber et digital	Écosystème important	Positionnement particulièrement crédible
Défense du flanc Est	Puissance militaire régionale majeure	Position stratégique spécialisée sur le flanc baltique
Concurrence entre entreprises	Très élevée	Marché plus accessible et moins saturé
Intérêt pour les PME et ETI françaises	Marché vaste, mais fortement concurrentiel	Marché plus petit, ciblé et plus lisible

La Pologne demeure donc la plateforme principale pour les grandes opérations logistiques, industrielles et commerciales directement tournées vers l'Ukraine. Elle concentre néanmoins déjà de nombreux acteurs internationaux, ce qui rend l'accès au marché plus concurrentiel et peut favoriser les grands groupes disposant de ressources importantes.

La Lituanie offre un positionnement différent. Sa valeur ne repose pas sur la taille de son marché, mais sur sa spécialisation dans certains domaines : cybersécurité, défense et dual-use, énergie, infrastructures critiques, compliance, coopération baltique et services régionaux. Elle peut également constituer une implantation plus accessible pour des PME et ETI françaises souhaitant développer progressivement leurs activités dans les pays baltes, puis vers les marchés nordiques, polonais ou ukrainiens.

La Pologne est ainsi le hub régional principal, tandis que la Lituanie peut se positionner comme un hub de niche. Les deux pays ne doivent pas être considérés comme des alternatives exclusives, mais comme deux points d'entrée complémentaires. Une entreprise française peut s'appuyer sur la Pologne pour les volumes, les infrastructures lourdes et l'accès direct à l'Ukraine, tout en utilisant la Lituanie pour des activités spécialisées liées à la Baltique, au numérique, à la sécurité, à l'énergie et à la résilience régionale.

9. Secteurs prioritaires et modalités d'entrée pour les entreprises françaises

La recomposition économique et stratégique de la région ouvre des opportunités dans plusieurs secteurs où les entreprises françaises disposent d'un savoir-faire reconnu. Ces opportunités ne découlent pas uniquement de la future reconstruction de l'Ukraine, elles sont également liées à l'augmentation des besoins lituaniens en matière de défense, de résilience, de cybersécurité, d'énergie, de transport et de protection des infrastructures critiques.

Les secteurs les plus prometteurs se distinguent par leur caractère transversal : les investissements dans la défense et le dual-use entraînent des besoins en infrastructures, en mobilité, en énergie et en services numériques ; le développement de Rail Baltica et la modernisation des réseaux énergétiques s'inscrivent dans une logique commune de meilleure intégration européenne et de réduction des vulnérabilités régionales.

Le tableau suivant présente les principaux secteurs à surveiller ainsi que, pour chacun, le type de profil susceptible de correspondre aux besoins identifiés. Il constitue un premier cadrage destiné à orienter le travail de veille et de prospection de la CCFL.

Secteur	Pourquoi c'est stratégique	Profils à cibler
Défense & dual-use	OTAN, Ukraine, infrastructures militaires	PME/ETI françaises de drones, capteurs, robotique, équipements dual-use
Cyber & intelligence économique	Menaces hybrides, infrastructures critiques	PME spécialisées en cybersécurité, threat intelligence, protection des réseaux
Énergie & réseaux	Stockage, interconnexions, résilience	ETI de stockage, smart grids, efficacité énergétique, équipements électriques
Transport & infrastructures	Rail Baltica, mobilité militaire	Bureaux d'ingénierie, équipementiers ferroviaires, solutions de mobilité
Logistique & port	Klaipėda, nouveaux corridors	Transitaires, logisticiens spécialisés, technologies portuaires
Construction & matériaux	Infrastructures et reconstruction	ETI de matériaux, préfabrication, rénovation énergétique
Eau, déchets, santé	Services municipaux et résilience	PME/ETI de traitement de l'eau, déchets, équipements médicaux
Compliance & financement	Sanctions, AO européens	Cabinets spécialisés, conseil export, assurance-crédit, financement de projets

La défense, la cybersécurité, l'énergie et les infrastructures apparaissent comme les secteurs les plus directement liés au repositionnement stratégique de la Lituanie. D'autres domaines, comme la construction, l'eau, la santé ou la logistique, pourraient bénéficier plus progressivement des projets de reconstruction ukrainiens et de la modernisation des services régionaux.

L'identification de secteurs porteurs ne suffit cependant pas. Les entreprises françaises devront également comprendre l'environnement institutionnel local, nouer des partenariats et accéder aux financements disponibles. Pour les PME et ETI, une entrée progressive appuyée sur les réseaux locaux est souvent plus adaptée qu'une implantation directe. Du côté lituanien, les interlocuteurs principaux varient selon les secteurs : Invest Lithuania et Innovation Agency Lithuania pour les projets d'investissement et d'innovation, le port de Klaipėda et LTG pour la logistique et le transport, Rail Baltica pour les infrastructures ferroviaires, les ministères sectoriels et les municipalités pour les services publics et la résilience urbaine. La CCFL peut faciliter ces premiers contacts et réduire le coût d'entrée en identifiant les bons partenaires et les mécanismes de financement adaptés, qu'il s'agisse de répondre à un appel d'offres européen, de monter un partenariat local ou d'explorer le marché via une mission sectorielle.

10. Risques et recommandations pour la CCFL

Les opportunités liées au repositionnement régional de la Lituanie s'accompagnent de risques réels que les entreprises françaises devront intégrer dès leur entrée sur le marché.

Le premier concerne les sanctions. Le cadre réglementaire applicable à la Russie et à la Biélorussie est complexe, évolutif et expose les entreprises à des risques juridiques et réputationnels significatifs, notamment dans les secteurs de la défense, de l'énergie, de la logistique et des technologies à double usage. Une due diligence rigoureuse sur les partenaires, les circuits financiers et la nature des biens échangés est indispensable avant toute entrée sur le marché.

Le deuxième risque est sécuritaire. Les cyberattaques, les menaces hybrides et le sabotage d'infrastructures critiques font partie de l'environnement opérationnel ordinaire dans la région. Les entreprises qui s'y implantent doivent anticiper ces risques dès la phase de conception de leurs projets. Un phasage des investissements permet par ailleurs de limiter l'exposition financière dans un contexte où la situation ukrainienne reste instable.

Le troisième risque est concurrentiel. Les acteurs allemands, polonais et nordiques sont déjà bien implantés dans plusieurs secteurs clés. Les entreprises françaises qui chercheraient à entrer sur ce

marché avec une approche généraliste se heurteront à des concurrents mieux positionnés. Un positionnement spécialisé, centré sur des niches où la France dispose d'un avantage reconnu, est la condition d'une entrée crédible.

Enfin, il convient de ne pas construire de stratégie sur l'hypothèse d'un retour des flux biélorusses à Klaipėda. Ce scénario reste incertain à moyen terme et ne saurait constituer un fondement fiable pour des décisions d'investissement.

Recommandations pour la CCFL

Afin de transformer cette recomposition régionale en opportunités concrètes, la CCFL pourrait concentrer son action sur plusieurs priorités :

1. **Mettre en place une veille dédiée** couvrant l'évolution des sanctions, les appels d'offres européens liés à la reconstruction ukrainienne, le dossier Biélorussie–Klaipėda, Rail Baltica, la défense et l'énergie et en diffuser les résultats régulièrement à ses membres.
2. **Identifier une liste courte d'entreprises françaises prioritaires à approcher**, en ciblant les secteurs les plus directement liés au repositionnement lituanien : défense et dual-use, cybersécurité, énergie, infrastructures, logistique et compliance.
3. **Organiser un événement France-Lituanie** centré sur les opportunités concrètes de l'après-guerre: résilience, reconstruction, sécurité économique en associant entreprises membres, institutions lituaniennes et financeurs européens. Un tel format permettrait à la CCFL de se positionner comme acteur de référence sur ces enjeux dans l'espace franco-lituanien.
4. **Se positionner comme connecteur régional** entre entreprises françaises, institutions lituaniennes, partenaires locaux et financeurs internationaux: rôle que la CCFL est structurellement en mesure de jouer et qui constitue sa valeur ajoutée distinctive dans ce contexte.

Conclusion

L'après-guerre russo-ukrainien ne rouvrira pas le modèle économique régional d'avant 2022. Pour la Lituanie, la recomposition est déjà engagée : les flux commerciaux se réorientent, les infrastructures de défense se renforcent, la Biélorussie a consolidé d'autres routes d'exportation, la Pologne s'impose comme hub continental vers l'Ukraine et les pays nordiques s'intègrent durablement dans l'architecture sécuritaire et énergétique baltique.

Dans ce contexte, les opportunités pour les entreprises françaises existent, dans la défense, le dual-use, la cybersécurité, l'énergie, les infrastructures et les services critiques mais elles ne resteront pas vacantes. Les acteurs allemands, polonais et nordiques sont déjà en position dans plusieurs de ces secteurs. La fenêtre est ouverte, pas indéfiniment.

Le rôle de la CCFL n'est pas d'attendre la fin officielle du conflit pour agir. C'est d'aider dès maintenant les entreprises françaises à comprendre une recomposition déjà en cours, à identifier les secteurs où leur positionnement est crédible, et à trouver les partenaires et les financements qui rendent une entrée sur ce marché viable.

Sources

Sécurité régionale, OTAN et défense

1. NATO, *Strengthening NATO's eastern flank*, juin 2026
<https://www.nato.int/en/what-we-do/deterrence-and-defence/strengthening-natos-eastern-flank>
2. European Council on Foreign Relations, *Blueprints on the border: Germany's Lithuania deployment may be Europe's new template*, juin 2025
<https://ecfr.eu/article/blueprints-on-the-border-germanys-lithuania-deployment-may-be-europes-new-template/>
3. CNN, *Germany deploys permanent troops to Lithuania*, 23 mai 2025
<https://www.cnn.com/2025/05/23/europe/german-military-brigade-lithuania-intl-hnk-ml>
4. Ministère de la Défense de Lituanie, *The Seimas approves record defence budget of EUR 4.79 billion or 5.38% of GDP in 2026*, décembre 2025
<https://kam.lt/en/the-seimas-approves-record-defence-budget-of-eur-4-79-billion-or-5-38-of-gdp-in-2026/>
5. Euronews, *Lithuania vows to raise defence spending to 5-6% of GDP*, janvier 2025
<https://www.euronews.com/my-europe/2025/01/17/lithuania-vows-to-raise-defence-spending-to-5-6-of-gdp-to-combat-threat-from-russia>

Énergie et infrastructures régionales

6. ENTSO-E, *Successful synchronization of the Continental European electricity system with the Baltic countries*, février 2025
<https://www.entsoe.eu/news/2025/02/09/entso-e-confirms-successful-synchronization-of-the-continental-european-electricity-system-with-the-systems-of-the-baltic-countries/>
7. Commission européenne, *Estonia, Latvia & Lithuania agree to synchronise their electricity grids*, août 2023
https://energy.ec.europa.eu/news/estonia-latvia-lithuania-agree-synchronise-their-electricity-grids-european-grid-early-2025-2023-08-03_en
8. RB Rail AS, *Rail Baltica Global Project Progress in 2025*, 2025
<https://www.railbaltica.org/news/rail-baltica-global-project-progress-in-2025/>
9. CINEA, *Rail Baltica: connecting the Baltic States to rest of Europe*, mai 2026
https://cinea.ec.europa.eu/featured-projects/rail-baltica-connecting-baltic-states-rest-europe-high-speed-train_en

Biélorussie, potasse et sanctions

10. USGS, *Mineral Commodity Summaries — Potash*, janvier 2025
<https://pubs.usgs.gov/periodicals/mcs2025/mcs2025-potash.pdf>
11. OSW Centre for Eastern Studies, *Tough business in tough times: Belarusian exports of potash fertilisers*, novembre 2024
<https://www.osw.waw.pl/en/publikacje/osw-commentary/2024-11-20/tough-business-tough-times-belarusian-exports-potash>
12. Good Authority, *The U.S.-Belarus prisoners-for-potash deal, explained*, décembre 2025
<https://goodauthority.org/news/the-us-belarus-prisoners-for-potash-deal-explained/>
13. Radio Free Europe/Radio Liberty, *Belarus Could Boost Potash Exports After US Move, But EU Barriers Remain*, mars 2026
<https://www.rferl.org/a/belarus-potash-exports-barriers-iran-us/33711730.html>
14. Argus Media, *US-Belarus potash trade may soften MOP pricing outlook*, décembre 2025
<https://www.argusmedia.com/en/news-and-insights/latest-market-news/2765900-us-belarus-potash-trade-may-soften-mop-pricing-outlook>

Port de Klaipėda et repositionnement régional

15. Delfi.lt, *Latakas : jei atsirastų galimybę plėstis į Ukrainą, ja tikrai pasinaudotume*, 2026
<https://www.delfi.lt/verslas/naujienos/latakas-jei-atsirastu-galimybe-plestis-i-ukraina-ja-tikrai-pasinaudotume-120275088>
16. Hellenic Shipping News, *Klaipėda Port reports growth and expanding Baltic market share*, août 2026
<https://www.hellenicshippingnews.com/klaipeda-port-reports-growth-and-expanding-baltic-market-share/>
17. Dredging Today, *Klaipėda Port: Procurement process launched for largest-ever expansion program*, février 2026
<https://www.dredgingtoday.com/2026/02/04/klaipeda-port-procurement-process-launched-for-largest-ever-expansion-program/>

Ukraine : reconstruction et financements

18. Conseil de l'Union européenne, *The Ukraine Facility*
<https://www.consilium.europa.eu/en/policies/ukraine-facility/>
19. Conseil de l'Union européenne, *Ukraine Facility: Council approves sixth payment of around €2.3 billion*, décembre 2025
<https://www.consilium.europa.eu/en/press/press-releases/2025/12/11/ukraine-facility-council-approves-sixth-payment-of-around-23-billion-to-kyiv/>